

Abondement de la participation La CFDT persiste et signe !

La CFDT - ASF a demandé à la direction, comme le permet la loi sur les revenus du travail, d'ouvrir une négociation afin d'abonder la participation. Double avantage : pour les salariés elle permettrait d'atténuer la dégringolade de la prime de participation et pour l'entreprise elle pourrait conforter la part de l'actionnariat salarié dans le capital de Vinci. Mais notre revendication se heurte au blocage idéologique et incohérent de VINCI. Qu'à cela ne tienne ! La CFDT vient de saisir la direction générale du groupe VINCI afin de lui demander de laisser les sociétés négocier avec les organisations syndicales... « au plus près du terrain ».



Michel MOUTEL
Représentant Syndical C.F.D.T
Comité de Groupe VINCI
24, rue Thomas Edison
72088 LE MANS Cédex 9

Monsieur Xavier HUILLARD
Directeur Général du Groupe VINCI
1, cours Ferdinand de Lesseps
92851 RUEIL MALMAISON Cédex

Le Mans, le 23 mars 2009

Monsieur,

La nouvelle loi sur les revenus du travail a été promulguée le 3 décembre 2008, après un certain nombre d'amendements parlementaires. Cette loi traite d'un certain nombre de points qui doivent être abordés, voire négociés en entreprise.

Concernant la participation, la loi autorise dorénavant, de manière pérenne, le déblocage immédiat de tout ou partie de la participation, au choix de chaque salarié, même si la possibilité de la bloquer 5 ans demeure, dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Un point important de la nouvelle loi rend désormais possible l'abondement des sommes issues de la participation affectées à un P.E.E.

En conséquence, la C.F.D.T a naturellement revendiqué, dans des entreprises du Groupe VINCI, de pouvoir négocier et obtenir un abondement à la participation. Nous nous sommes vus opposer un refus catégorique, au motif que cette décision relevait exclusivement d'une décision du Groupe VINCI.

C'est pourquoi, par la présente, la C.F.D.T vous demande d'autoriser l'ouverture de négociations sur ce thème dans les entreprises du groupe où la demande en sera faite.

En effet, nous savons combien la Direction du groupe est soucieuse d'une évolution à la hausse de l'actionnariat salarié. Cette préoccupation est partagée par la C.F.D.T qui y voit une opportunité d'agir dans ce sens.

Nous espérons que cette proposition recueillera un avis favorable, dans l'intérêt bien compris du Groupe et de ses salariés.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, nos respectueuses salutations.

Michel MOUTEL,

Représentant Syndical C.F.D.T.
Comité de Groupe VINCI

